

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE HAUTE-PICARDIE

Conseil d'administration

Président d'honneur	M. Henri de BUTTET
Président.....	M. Claude CARÈME
Vice-président	M. Jean-Louis BAUDOT
Trésorière.....	Mme Claudine LEFEVRE
Secrétaire.....	M. Robert LEFÈVRE
Trésorier-adjoint	M. Jean MAUCORPS
Secrétaire-adjoint.....	Mme Dominique HUART

Conférences et sorties

24 JANVIER 2003 : *Le collège de Laon à Paris*, par M^{lle} Cécile Fabris.

Le collège est une institution universitaire qui naît au XII^e siècle. Le premier date de 1180, la Sorbonne de 1257. On compte 40 collèges à Paris en 1360. Le collège de Laon et Soissons est fondé en 1314 par Gui de Laon, chanoine des chapitres de Notre-Dame de Laon et de Notre-Dame de Paris, et Raoul de Presles (Presles-et-Boves, près de Soissons), avocat réputé et secrétaire de Philippe IV le Bel. Il est situé sur la Montagne Sainte-Genève, dans la rue des Écoles. Mais les deux collèges se séparent en 1324. Trop à l'étroit dans la partie du bâtiment qui lui échoit, celui de Laon déménage en 1340. Il s'installe une rue plus loin dans une maison donnée par Gérard de Montaigu.

Les statuts de 1327 règlent les institutions du collège qui accueille seize étudiants pauvres du diocèse de Laon. L'évêque de Laon est l'autorité supérieure, lointaine mais respectée. Il est représenté par les « commissaires de l'évêque » (des chanoines de Laon) qui nomment les boursiers, le chapelain, le procureur, le maître, et surveillent les comptes. Sur place, le maître dirige le collège et organise la vie commune, matérielle, spirituelle, intellectuelle des « écoliers » ; en particulier, il assure le soir la « répétition » des cours suivis à la faculté des arts. Les fondations nouvelles de bourses entraînent une évolution : au XV^e siècle les étudiants sont plus âgés, et souvent attachés aux facultés supérieures, notamment de médecine. Mais le collège de Laon ne devient pas, comme la Sorbonne, un lieu de cours. Il reste un « petit collège » et, au XVII^e siècle, les « petits collèges » se réunissent au collège Louis-le-Grand.

Fondé avec 100 livres attribuées par Gui de Laon, le collège s'enrichit grâce aux fondations de bourses, de messes, de dons et de rentes diverses (12 maisons dans le quartier des écoles à Paris, une maison à Laon, à Crépy, à Novion-le-Vineux...), et à l'accueil payant d'hôtes de passage, et compte ainsi quelque 400 à 500 livres de revenu au XV^e siècle. Il peut héberger les étudiants et leur attribuer une livre à titre de bourse tous les deux mois. Ces étudiants seront toujours des jeunes Laonnois pauvres destinés à une carrière universitaire ou ecclésiastique souvent accomplie dans le diocèse de Laon.

12 FÉVRIER 2003 : *Images de la société médiévale aux XII^e-XIII^e siècles*, par M. Alain Saint-Denis.

C'est dans une salle comble, face à public passionné, que M. Saint-Denis a développé une approche nouvelle de la société du Moyen Age. Il a tout d'abord dénoncé l'image négative que l'on a de cette période. Au XVI^e siècle, elle est réduite à un « âge moyen » entre deux périodes dominantes, l'Antiquité et la Renaissance. Au XVIII^e siècle, les évêques n'ont aucune considération pour l'art médiéval : ils n'hésitent pas à ôter trumeaux et linteaux des porches des cathédrales pour permettre le passage du dais. Si le XIX^e siècle redécouvre le Moyen Age, c'est à travers une grille romantique (Notre-Dame de Paris) ou politique (transposer le centralisme du XIX^e dans le passé). En particulier, la société est présentée, selon un certain nombre de clichés, comme très structurée : le paysan pauvre opprimé par la fiscalité et dépourvu d'initiative, le chevalier au château de pierre, exigeant, cruel, guerroyant et chassant sans cesse, le clergé surabondant, grand propriétaire foncier, défricheur, la ville peuplée de bourgeois à l'esprit d'initiative. À la fin du XX^e siècle la société médiévale est toujours décrite comme une société rigide, fondée sur trois ordres indépendants : oratores, bellatores, laboratores.

Grâce au dépouillement systématique des censiers, obituaires, actes de vente..., assisté par l'informatique, la recherche nouvelle permet de donner une image réelle de cette société à partir de reconstitutions de familles, d'exploitations... À Rozay, près de Vitry-le-François, le monde des chevaliers est loin d'être homogène ; beaucoup ne sont que des petits seigneurs vivant dans une maison sans fortifications, poussant parfois la charrue. Les paysans d'Agnicourt-et-Séchelles, en Thiérache, sont capables de constituer de confortables économies (30 livres, soit le prix d'une belle maison) qu'ils prêtent à Pierre de Reims, véritable banquier rural. À Laon, le chevalier Gérard de Gonesse se conduit en bourgeois, prêteur sur gage, magistrat, maire de la commune. Quant aux femmes, traditionnellement présentées comme soumises, elles font preuve d'une remarquable indépendance, telle Elvide du Cloître qui crée à Puisieux sa propre exploitation où elle élève 400 ovins ; telle, à Laon, Agnès Poire. S'appuyant sur plusieurs exemples, M. Saint-Denis a remis en question notre perception de la société médiévale.

12 MARS 2003 : *Les « Chemins de mémoire » en zone nord*, par M. Éric Vanneufville.

M. Vanneufville, chargé de mission pour le patrimoine militaire de la zone nord (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) au ministère de la Défense, a présenté, cartes et diapositives à l'appui, son action sur la mise en valeur de ce patrimoine. Il soutient toute action locale sérieuse, en particulier culturelle, sur les sites de l'histoire militaire intégrés dans quatre ensembles thématiques définis comme « Chemins de mémoire » :

- « Le Chemin des sites fortifiés », appuyé sur les citadelles du Nord, la côte d'Opale avec en particulier Montreuil-sur-Mer, Lille avec le sentier des remparts long de 13 km, la région Artois-Hainaut-Cambrésis avec Le Quesnoy, l'ensemble Avesnois-Thiérache avec la ligne Daladier, par exemple ;

- « Le Chemin de la première guerre » avec ses monuments, cimetières et musées, comme, en Artois, Notre-Dame de Lorette et les tunnels néo-zélandais, comme aussi l'Historial Péronne ;

- « Les Chemins de la deuxième guerre » avec les forts du mur de l'Atlantique et les monuments à la gloire de la Résistance (bassin minier, Lille) ou en mémoire de la Déportation ;

- « Le Chemin du boulevard de France » qui concerne, autour de Paris, les fortifications Séré de Rivières, et les témoignages de la première guerre, le Chemin des Dames, les pays de Senlis, de Château-Thierry, de Compiègne. Ce fut l'occasion de présenter la remarquable œuvre de Marcel Landowski, *les Fantômes !*

4 AVRIL 2003 : *Saint-Just et la maison Saint-Just de Blérancourt*, par M. Bernard Vinot.

Comme tous les révolutionnaires picards, « Saint-Just » est un beau sujet d'histoire pour le département de l'Aisne. Bernard Vinot, son biographe, l'a fait revivre pour nous.

Saint-Just est né à Decize, dans la Nièvre. Son père, fils d'un modeste paysan de Blérancourt, fit une carrière militaire exemplaire en faisant avec bravoure toutes les campagnes de Louis XV. Il termine capitaine dans la cavalerie, décoré de la croix de Saint-Louis. Incontestablement le père a exercé une forte influence sur le fils. Comment expliquer autrement la rigueur et la détermination dans l'action, la capacité tactique de Saint-Just quand, membre du Comité de salut public en mission aux frontières en 1793 et 1794, il mobilisa les armées en péril et sauva la France menacée ?

La famille Saint-Just revient à Blérancourt lorsqu'il a neuf ans. Son père meurt l'année suivante. On l'inscrit au collège des oratoriens de Soissons. Quelques années plus tard, il s'intéresse aux idées nouvelles, comme le *Contrat social* de Rousseau. Sa conduite se relâche, il compose même un long poème érotique. Une conduite telle que sa mère le fait enfermer six mois à la veille de la Révolution. Libéré, il participe indirectement à celle-ci à Blérancourt. Les délibérations municipales d'alors font état d'argumentations juridiques dictées par Saint-Just, voire rédigées par lui. Il profite de ce temps pour recopier les lois et étudier le droit. Il

arrive ainsi à contrôler la municipalité et se fait une clientèle électorale parmi les pauvres, les exclus de la citoyenneté active et les notables lésés par la réaction seigneuriale. Puis il se présente aux élections législatives. Quoique trop jeune, il est élu car, fin manœuvrier, il falsifie les listes électorales, fait durer les assemblées pour n'y laisser que les gens qui lui sont acquis. C'est au cours de cette période qu'il acquiert la conviction que la force est nécessaire pour résoudre les problèmes. Il est élu à la Convention le jour de ses 25 ans, en 1792. Sans relations, il se rapproche de Robespierre à qui il avait écrit son estime. L'appui de Robespierre, son physique séducteur, son éloquence persuasive lui permettent de s'imposer dans une assemblée difficile malgré la faiblesse de son argumentation. Il devient le porte-parole de la Montagne et se révèle dans divers discours, notamment celui en faveur de la condamnation de Louis XVI et celui pour l'amalgame dans l'armée... Enfin, durant la dernière étape de sa vie, il est membre du Comité de salut public, le « Grand Comité », dont Robespierre, grand homme d'État, est l'âme. Pendant un an, grâce à un travail incessant – 18 heures par jour –, le Comité sauve, par la Terreur, la République menacée de toutes parts. Fatigué par cinq ans de révolution et un an d'intenses responsabilités, Saint-Just, « l'ange de la Révolution », est, étrangement, atteint de paralysie le 9 thermidor, alors que les corrompus et les extrémistes (Tallien, Carrier...) se déchaînent...

3 MAI 2003 : *Athies-sous-Laon*, par M. Arnaud Ziegelmeyer.

Répondant à l'invitation de M. Ziegelmeyer, professeur au lycée Julie-Daubié de Laon, la Société historique de Haute-Picardie s'est « décentralisée » à Athies-sous-Laon pour quelques heures. Elle a été particulièrement bien reçue par le maire, M. Devin, et par le premier adjoint, M. Brun, satisfaits de constater que leur petite ville suscite un intérêt historique tel que la salle de la mairie était comble.

Avant de présenter l'action municipale, qui fait d'« Athies d'aujourd'hui » une petite ville attractive et vivante, bien intégrée à la communauté des communes du Laonnois, Arnaud Ziegelmeyer a fait un survol d'« Athies d'hier ». Il a repris la thèse ancienne de l'historien italien Vico selon lequel « les choses se sont succédé dans l'ordre suivant : d'abord les forêts, puis les cabanes, les villages, les cités », pour retracer l'histoire d'Athies-sous-Laon. Des fouilles archéologiques récentes ont mis à jour des « cabanes » datant de 500 av. J.-C. dans la forêt qui occupe alors tout le territoire. C'est la voie romaine Reims-Arras qui favorise la création du village et de la paroisse dédiée à saint Quentin, comme le montre encore l'église. Si jusqu'à la Révolution Athies appartient au chapitre cathédral de Laon, celui-ci ne le protège pas des épidémies et des guerres. En outre, le village est totalement détruit lors de la bataille de Laon en mars 1814 : poussant des « hourrah » épiques, les Prussiens attaquent par surprise, en pleine nuit, les soldats de Napoléon qui bivouaquent. Malgré cela, Athies prospère avec ses célèbres productions d'asperges vendues à Paris et ses balais de bouleau, au point d'être surnommée « Athies-les-balais » ! La deuxième guerre l'équipe d'un terrain d'aviation utilisé successivement par les Français, les Allemands et les Américains : Antoine de Saint-Exupéry y est présent en 1940 et y rédige *Pilote de guerre*.

4 JUIN 2003 : *Assemblée générale de la Société historique de Haute-Picardie.*
L'abbé Cordier, par M. Rémy Lahaye.

Dans son rapport moral le président Claude Carême a rappelé les deux axes de son action : respecter les statuts en valorisant la recherche sur l'histoire locale, et maintenir le but qu'il s'est fixé en 1996 lorsqu'il a accepté la présidence, à savoir redynamiser l'association en élargissant le cercle de ses adhérents.

Le résultat pour 2002-2003 est satisfaisant puisque douze activités (neuf conférences et trois visites patrimoniales) ont rythmé l'année, dont l'apogée a été la venue de M. Alain Saint-Denis, professeur d'histoire médiévale à l'université de Dijon. La fréquentation est toujours importante avec une centaine de personnes en automne et en hiver... mais un peu moins au printemps ! Plusieurs membres ont communiqué leur recherche : M. Jorrand sur le cimetière mérovingien découvert récemment, Maître Doyez sur l'ordre des Templiers, M. Thierry sur l'occupation allemande pendant la première guerre, M. Ziegelmeyer sur l'histoire d'Athies, le colonel Tyran sur le patrimoine militaire, M. Ballan sur les nécropoles de Vorges. Par ailleurs, le nombre d'adhérents s'accroît : 150 en 1996, 200 aujourd'hui malgré de regrettables disparitions comme celles de M. Ménager et de M. Wolfer...

La trésorière, Mme Claudine Lefèvre, a exposé les comptes dont le solde positif montre la gestion rigoureuse et permet d'envisager à brève échéance le financement d'un colloque universitaire.

La conférence de M. Rémy Lahaye sur l'abbé Cordier a débuté par une longue présentation de la situation en 1940-1942, en insistant sur le désordre de mai-juillet 1940 responsable du drame de Mers-el-Kébir, sur les oppositions entre les anciens officiers français de la Grande Guerre, et sur la personnalité de l'amiral Darlan. L'abbé Cordier, né en 1913 de père royaliste installé à Soissons, est lui-même royaliste. Après avoir fréquenté le séminaire de Soissons, il va dans celui de Rome pour passer sa licence de théologie et y est très apprécié. Devenu vicaire de la cathédrale de Laon le 13 août 1936 et aumônier de l'Action catholique ouvrière, il est mobilisé en 1939, blessé à Forbach en mai 1940, démobilisé en août, puis il revient à Laon. Il participe à un Chantier de jeunesse dans l'Hérault avant de se rendre à Oran en 1942. Il y rencontre en particulier Henri d'Astier de la Vigerie. Ses actions « décisives » lui donnent une renommée telle que les services secrets le surnomment « La cravate ». C'est alors que la mort de Darlan est décidée dans l'entourage du comte de Paris. Le sort choisit Bonnier de la Chapelle. L'abbé Cordier lui donne argent, arme, plans et le « confesse » le 23 décembre. Le lendemain, Darlan est assassiné. Contrairement à ce qui était prévu, Bonnier de la Chapelle est fusillé : il ne parlera pas ! En 1945, l'abbé Cordier revient en France. Il est vicaire à Laon, curé au Nouvion-en-Thiérache, à Acy, à Soissons avant d'aller en Corse en pleine période de l'OAS, puis il se réinstalle – si l'on peut dire cela de cet homme instable qui n'est bien nulle part – dans l'Aisne. Malade, il se retire à Rédené, en Bretagne, où il meurt en 1973.

14 JUIN 2003 : *Le patrimoine militaire à Laon*, visite organisée par le colonel Tyran.

Après avoir présenté le patrimoine de l'ouest de la ville haute en juin 2002 par une belle journée ensoleillée, le colonel a poursuivi dans la partie est – la cité – cette année... mais sous la pluie !

Sur la passerelle, boulevard Michelet, il a rappelé les principes de construction des fortifications, en particulier celui consistant à éviter les angles morts. À la porte des Chenizelles avec son système de défense, il a attiré notre attention sur l'étranglement de la butte à l'entrée de la Cité. C'était un lieu stratégique par excellence, et c'est pourquoi les Capétiens y installèrent le château royal avec la Tour dite de Louis d'Outremer, ensemble qui fut détruit au XIX^e siècle pour laisser place à l'hôtel de ville. En longeant le rempart nord, un arrêt était de rigueur à la poterne du prévôt où se trouvait la maison du prévôt, représentant du roi imposé à la ville après les « Philippines » et la fin de la Commune. Le commentateur sur la « porte Germaine » a rappelé, face à la grande plaine du nord, l'importance du site de butte sur le chemin des invasions. Force est de constater que les remparts qui prolongent les versants abrupts rendaient la cité inexpugnable. La citadelle montre que les fortifications servaient aussi à combattre les ennemis de l'intérieur : Henri IV la fit élever afin qu'une garnison puisse surveiller les Laonnois entêtés catholiques, et les bastions, les fossés, le pont-levis attestent que l'ingénieur Estienne était loin d'être incompetent ! Sur place, ce fut l'occasion de rappeler sa réhabilitation en 1835-1847, l'explosion de la poudrière en septembre 1870 et son intégration au système Séré de Rivières.

18 SEPTEMBRE 2003 : *De Marcel Proust à Vinteuil : une philosophie de la musique dans* À la recherche du temps perdu, par M. Jean-Michel Verneiges.

M. Verneiges s'est attaché à retracer la réflexion musicale de Proust qui a cherché à dégager la musique du décor des salons mondains pour la situer sur un plan supérieur.

L'univers musical de Proust (1871-1922) rassemble tant des musiciens « plus conservateurs » comme Saint-Saëns, que des musiciens « plus modernes » comme Wagner, Stravinsky... Proust marque très jeune sa préférence pour ces derniers et pour la musique instrumentale sur la musique vocale, la première étant plus apte « à réveiller le fond mystérieux de l'âme ». Mais son univers musical ne se limite pas aux classiques. Proust appartient à une époque où la frontière entre les genres musicaux était plus perméable qu'aujourd'hui : il apprécie le music hall, antidote au monde des salons comme au mouvement poétique symboliste.

Proust fait une grande place à la musique dans *La recherche du temps perdu*, roman qui révèle la quête du narrateur vers sa vocation d'écrivain, quête jalonnée par les mécanismes inconscients de la mémoire : odeur, saveur (la madeleine), phrases musicales... raniment le passé. La musique intervient dans le parcours amoureux de Swann puisque son amour pour Odette est ponctué par une sonate pour piano et violon du compositeur imaginaire Vinteuil, inspirée d'un thème de Saint-Saëns, d'une ballade de Fauré ainsi que d'autres œuvres (*Parsifal*). Elle

intervient aussi dans les amours du narrateur pour Albertine. Elle est encore présente dans des scènes comiques : la référence à Chopin fait « baver » Mme de Cambremer.

Ainsi, toute une philosophie de la musique se dégage de l'œuvre de Proust. Tout comme le langage parlé, elle est pour lui une forme de communication. Elle peut remplacer celui-ci car elle est non seulement évocatrice d'idées, mais expression d'idées : la musique pense, parle, est elle-même Idée.

La conférence était illustrée par la voix de Lambert Wilson et... la sonate de Vinteuil.

17 OCTOBRE 2003 : *Le dépôt de mendicité de Soissons 1764-1789*, par Mlle Delphine Bouxin.

Au Moyen Âge, le pauvre est assimilé au Christ et il faut le secourir. Sous l'Ancien Régime, son image change : il est un danger social, il est craint. Chacun doit occuper une place utile dans une société qui n'accepte plus les dérives liées à la mendicité. L'État doit agir contre lui, l'enfermer pour protéger le reste de la société. C'est le grand renfermement dans les hôpitaux généraux. Mais ceux-ci ne suffisent pas et des dépôts de mendicité apparaissent à partir de 1764 pour accueillir les mendiants vagabonds. D'encadrement laïque, ils dépendent du contrôleur général et des intendants. Ils sont conçus comme des lieux de répression de la classe dangereuse.

Que constate-t-on en ce qui concerne le dépôt de mendicité de la généralité de Soissons ? On sépare les hommes, les femmes et les fous. Mais les vagabonds ne constituent que 17 % des personnes qui y sont enfermées, alors que les pauvres honteux (ceux qui tombent dans la misère en perdant leur métier) représentent 60 %, les vénériennes 8 %, les fous 7 %... La population du dépôt est en fait très hétérogène. Il devient un véritable « déversoir » de la capitale. Que faire face à ces pauvres de toute espèce ? Assister ou réprimer ? Le personnel a une double fonction : les uns s'occupent de la discipline, les autres de l'aide. La nourriture est assurée, l'hygiène étroitement surveillée, et le travail – présenté comme la seule planche de salut – imposé et rémunéré dans un but de rééducation et de réinsertion. Le dépôt de Soissons, spécialisé dans le polissage des glaces, devient une annexe de la manufacture de Saint-Gobain dirigée par Deslandes.

Ainsi, institution beaucoup moins connue que les hôtels-Dieu et les hôpitaux généraux, le dépôt de mendicité occupe une place importante dans le monde de l'assistance au XVIII^e siècle. C'est le cas, en particulier, celui de Soissons avec son animateur, Leclerc de Montlinot, à partir de 1781.

7 NOVEMBRE 2003 : *La construction de l'intendance de Soissons*, par Mme Martine Plouvier.

Mme Plouvier a présenté la recherche qu'elle mène à partir des archives nationales sur la construction de l'hôtel d'intendance de la généralité de Soissons, actuellement hôtel de ville. La généralité a été créée par Henri IV en 1595, et le chef-lieu installé à Soissons en représailles à l'attitude des Laonnois, catholiques

ligueurs opposés au roi au point de le contraindre à un siège de la ville en 1594. L'intendant, personnage essentiel sous l'Ancien Régime, roi en province, aux multiples responsabilités, décide de tout, dispose de quatre maisons dispersées et sans confort. Le Peletier de Mortefontaine, intendant de 1765 à 1784, souhaite bâtir une nouvelle demeure ; il refuse néanmoins toute dépense excessive et veut quelque chose de plus simple pour 240 000 livres. La dépense est réglée par l'impôt.

Le choix de l'emplacement est déterminant. À la Place royale il préfère des terrains marécageux au bord de l'Aisne. Pour cela, il faut démolir le vieux château des comtes de Soissons appartenant au duc d'Orléans, seigneur apanagiste de Soissons – coût, 30 000 livres ; il faut édifier des pilotis et fouiller le sol jusqu'à 28 pieds (plus de 9 m). L'intendant veut une demeure majestueuse, symbole de la royauté, avec 22 croisées, en pierres bien appareillées de Belleu, un jardin en terrasses, un aqueduc pour l'assainissement... De 1771 à 1778, l'ingénieur des Ponts et chaussées, Advyné, et l'adjudicataire Letellier mènent, avec 3 000 ouvriers, la construction du corps principal longeant l'Aisne. Le bâtiment devait être habitable pour le passage du roi le 1^{er} juin 1775. L'ingénieur Becquey de Beaupré et l'intendant La Bourdonnaye de Blossac le terminent en faisant édifier la cour d'honneur en 1786-1787. Avec les sculptures de Blondeau, dont il reste deux vases en plomb décorés de Vénus et de Tritons, avec des glaces plus que somptueuses, avec les 60 pièces du rez-de-chaussée, des souterrains, les 8 appartements et la chapelle du premier étage... l'hôtel revient finalement à plus d'un million de livres ! Quatre fois le montant initial. Le dernier paiement date de décembre 1789.

En 1790, la préfecture succède à l'intendance et s'installe à Laon. L'hôtel doit être vendu comme bien national estimé à... 172 000 livres ! Finalement il ne l'est pas, devient École centrale sous le Directoire, hôtel de la sénatorerie de Tronchet sous Napoléon 1^{er}, puis hôtel de ville de Soissons en 1815. La ville l'achète à l'État en 1836.

20 NOVEMBRE 2003 : *La lutte contre la mort au XVIII^e siècle : l'éducation des sages-femmes*, par M. Claude Carême

Dans la société ancienne la mort est omniprésente. Une des principales causes de mortalité « normale » est l'accouchement, tant pour l'enfant, puisque la moitié de la mortalité infantile est néonatale, que pour les femmes dont au moins une sur vingt meurt en couches. Or la mort recule à partir de 1740 grâce à l'administration royale qui s'intéresse en particulier à l'obstétrique.

L'accouchement semble traditionnellement une affaire de femmes – les matrones –, même si l'appel au chirurgien se répand progressivement – à l'exemple de Louis XIV – et après l'édit de 1690 qui distingue le chirurgien du barbier. La matrone n'a qu'un savoir empirique, acquis auprès d'une autre matrone. Sa tâche consiste surtout à alléger les souffrances de la parturiente par des breuvages et des topiques. L'accouchement se fait soit debout près de la cheminée, soit agenouillée, soit assise sur une chaise (le lit de travail apparaît au XVIII^e siècle).

Quand il est « naturel », que l'enfant est bien placé, la tête en premier, tout va bien. Mais si l'accouchement est « contre nature », avec l'enfant mal placé, et même « laborieux » lorsqu'il nécessite des instruments, la matrone se révèle incompétente et se livre à des violences.

Vers 1760, Mme du Coudray se rend célèbre par ses cours d'obstétrique illustrés de « machines » ou mannequins. Personnalité d'avant-garde, l'intendant de la généralité de Soissons, Charles-Blaise Méliand, souhaite la faire venir. Mais le coût du séjour de la démonstratrice fait avorter cette première tentative. Il faut attendre 1773-1774 pour que le projet se concrétise grâce à l'intendant Le Peletier qui nomme le médecin Auguste Dufot démonstrateur dans l'art des accouchements. Les cours sont organisés en stages de 15 jours regroupant 20 élèves indemnisées. Or Dufot décède peu après, en septembre 1775. Il est remplacé par Jacques-Antoine Nachet, médecin également très apprécié. Mais le sort s'acharne : Nachet, malade depuis deux ans, décède à son tour en mars 1778, à l'âge de 30 ans. Deberge, médecin à l'hôpital militaire de La Fère, lui succède et assure la formation des sages-femmes jusqu'en 1786-1788 grâce à des stages décentralisés dans les chefs-lieux des subdélégations. Si les femmes mariées sont les plus nombreuses, on remarque que la sélection retient un nombre notable de « filles ». Le désir de lutter contre les traditions en semble la cause. Après chaque cours Deberge fait son rapport à l'intendant sur la qualité de ses « élèves », et parallèlement le subdélégué rédige le sien sur le stage lui-même et sur les qualités du démonstrateur. Deberge est couvert d'éloges et l'utilité de cette instruction des sages-femmes devient une évidence pour beaucoup.

L'enquête sur les sages-femmes demandée par le contrôleur général Calonne en 1786 permet de dresser un bilan de la formation après quelque douze ans d'existence. L'expérience est concluante : un tiers des sages-femmes en exercice ont suivi les cours. En outre, les commentaires des subdélégués montrent une prise de conscience générale de son utilité, au point que sont réclamés un statut et une formation proches de ceux prodigués dans une école. On passe de la matrone à la sage-femme contemporaine. Toutefois, certaines femmes reçues par les démonstrateurs n'inspirent pas confiance et sont refusées par l'opinion. Le chirurgien présent lui est souvent préféré. À la campagne, l'opinion l'écarte parfois au profit de quelque ancienne et médiocre matrone ou... du berger comme à Mesbrecourt. L'accouchement est moins exclusivement une affaire de femmes que de confiance.

5 DÉCEMBRE 2002 : *Le roi, la Vierge et la nation*, par M. Bruno Maes.

Le légendaire de Liesse rapporte qu'au XII^e siècle trois chevaliers de Eppes partent en croisade. Arrivés en Orient ils sont faits prisonniers. Le sultan leur envoie sa fille Isménie pour les convertir. Mais, premier miracle, c'est elle qui est convertie. Puis elle demande que les chevaliers lui sculptent une statue de la Vierge et la statue lui est apportée la nuit par les anges : deuxième miracle. Troisième miracle : les chevaliers, endormis en Orient, se réveillent en France. Enfin, quatrième miracle : la statue de Notre-Dame touche la fontaine et lui confère un

pouvoir de guérison. Le légendaire assigne à Notre-Dame de Liesse sa spécialisation : elle libère les prisonniers et convertit les hérétiques.

Le pèlerinage, dont l'origine remonterait à 1134, à valeur d'identité nationale : les rois de France y font une étape à leur retour du sacre de Reims, après la cérémonie des écrouelles à Corbeny. Ils y reviennent chercher le miracle, comme Louis XIII et Anne d'Autriche désireux d'avoir une descendance.

Liesse est aussi pour les rois de France un lieu stratégique qui nécessite leur présence. En effet, c'est un finistère, un bout du monde au milieu des marécages, à la frontière du royaume face aux puissants voisins que sont Charles le Téméraire au XV^e siècle et l'Empire au XVI^e siècle, et face à la famille de Guise-Lorraine, propriétaire de Marchais.

Liesse est, au XVI^e siècle encore, une frontière religieuse. Notre-Dame a le pouvoir de convertir les hérétiques protestants, nombreux dans la Thiérache si proche. Ainsi, elle aurait exorcisé Nicole Aubry.

L'influence royale jointe à celle de l'ordre de Malte, auquel appartenaient les trois chevaliers du légendaire, assurent ainsi la promotion nationale du pèlerinage de Liesse. Toutefois, avec Louis XIV, son rôle politique décline : le roi se déplace moins, Liesse n'est plus une frontière, la Contre-Réforme met l'accent sur la conversion intérieure et l'identité nationale se sécularise. Liesse demeure néanmoins un lieu de pèlerinage populaire doté d'un commerce prospère d'objets de piété, dont les « bouteilles de la passion ».